



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

kaléidoscope

## Dans ce numéro

### DEFIS MONDIAUX : États fragiles

- L'État en quête de légitimité : sortir collectivement des situations de fragilité
- *Aid Reform: Addressing Conflict and Situations of Fragility*
- L'indexation des États fragiles : nouvel outil des relations internationales

### GÉOGRAPHIES : Chinafrique

- *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*
- *China's Growth and the Agricultural Exports of Southern Africa*
- La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunités pour le développement ?

### DÉBATS SUR L'AIDE

- Les géographes et le développement : discours et actions
- Contribution de l'aide publique au développement à l'amélioration de la santé dans les pays en développement
- Le protocole de Kyoto, le clivage Nord-Sud et le défi du développement durable

### A NE PAS MANQUER

- Les processus actuels de l'urbanisation dakaraise : entre expansion et complexité de la gestion foncière et urbaine
- Comment gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement ?
- Intégration financière, attractivité et prise de risque dans les banques de pays émergents

## Agendas

### 10<sup>ème</sup> Forum économique international sur l'Afrique Paris, 11 juin 2010

Organisé par le Centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement, le Forum international sur les perspectives en Afrique est devenu, au fil des années, le rendez-vous annuel incontournable sur l'Afrique en Europe. Les conclusions du rapport « Perspectives économiques africaines 2010 » seront débattues par les ministres africains et les PDG des compagnies investissant dans la région.

Le Forum 2010 proposera deux tables rondes. La première fera le point sur les perspectives macroéconomiques du continent. En effet, la crise économique mondiale a porté un coup d'arrêt brutal à un épisode de développement relativement soutenu en Afrique : la croissance a été laminée, passant d'un taux moyen d'environ 6 % en 2006-2008 à 2,5 % en 2009, et le produit intérieur brut (PIB) par habitant est pratiquement au point mort. La seconde table ronde s'intéressera aux innovations dans la « mobilisation des ressources publiques ».

- ▶ **6-7 juin 2010** : Forum économique sur l'Asie de l'Est, Ho Chi Minh Ville, Vietnam
- ▶ **7-10 juin 2010** : Forum économique international des Amériques, Montréal, Canada
- ▶ **8-9 juin 2010** : Forums mondiaux de l'OCDE sur les échanges, Paris, France
- ▶ **9-11 juin 2010** : Séminaire sur les stratégies locales pour répondre aux défis du changement climatique, OCDE, Trente, Italie
- ▶ **14 juin 2010** : Auditions informelles interactives avec la société civile sur les objectifs du Millénaire pour le développement, ONU, New-York, États-Unis
- ▶ **16-17 juin 2010** : *Access Africa Forum 2010*, Banque africaine de développement, Lisbonne, Portugal
- ▶ **21 juin - 9 juillet 2010** : 43<sup>ème</sup> session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, New-York, États-Unis
- ▶ **21 juin - 9 juillet 2010** : Conférence des Nations Unies sur le cacao, New-York, États-Unis
- ▶ **26-27 juin 2010** : Sommet du G20, Toronto, Canada
- ▶ **28 juin - 2 juillet 2010** : Journées de débat de haut niveau du Conseil économique et social, Nations Unies, New York, États-Unis

## Défis mondiaux

# États fragiles

### L'ouvrage

**L'État en quête de légitimité :**

**sortir collectivement des situations de fragilité**

BELLINA, S. / DARBON, D. / ERIKSEN, S.S. / SENDING, O.J., CHARLES LEOPOLD MAYER, 2010, 111 p.

**Cote J1.076**

D'où un État tire-t-il sa légitimité et comment peut-il la renforcer ? Les pays occidentaux auraient volontiers tendance à répondre en référence à leur modèle. Mais cette question est plus complexe qu'il n'y paraît car la légitimité, loin de se décréter, est un phénomène empirique. Une institution publique qui ne répond pas à certains standards prescrits de l'extérieur peut néanmoins être considérée comme légitime, estiment les auteurs, si ceux qui y sont soumis la considèrent ainsi. La légitimité réelle de l'État repose, en effet, sur un mélange spécifique et changeant de différentes sources. Elle dépend des croyances, des perceptions et des attentes (matérielles et symboliques) des personnes. Elle se joue dans les relations constructives entre État et société, relations dont la faiblesse et l'inefficacité sont les traits caractéristiques des États en situation de fragilité.

### Le rapport web

***Aid Reform: Addressing Conflict and Situations of Fragility***

CARE International Policy Briefing Paper, 2009

<http://www.careinternational.org.uk/download.php?id=834>

Les conflits violents et les situations de fragilité représentent des défis majeurs pour l'efficacité de l'aide. L'application des approches de développement traditionnel, sans prendre en considération de tels contextes ne fonctionne pas. L'approche traditionnelle peut involontairement avoir des interactions avec le conflit. En effet, celle-ci peut aussi bien exacerber ou atténuer la violence ou le potentiel de violence. Pour cette raison, CARE International estime que travailler dans ou sur les conflits nécessite une approche différente. Dans ce document, l'organisation expose ses différentes recommandations

### L'article

**L'indexation des États fragiles : nouvel outil des relations internationales**

GALLET, L., MISE AU POINT, PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES, UNIVERSITÉ DE LAVAL, 2009

Les acteurs participant à l'indexation des États fragiles sont divers, certains créant l'outil et d'autres l'utilisant. Il s'agit des organisations non gouvernementales, des États, des organisations intergouvernementales, de la communauté scientifique et du secteur privé.

Les enjeux de la production et de l'utilisation de ce procédé gravitent essentiellement autour de la volonté des différents acteurs de pérenniser ou d'accroître la stabilité internationale à travers l'observation, l'analyse et la prévision des relations internationales. Toutefois, l'indexation ne demeure que l'expression pratique de la théorie des États fragiles et, par conséquent, son élaboration et son usage varient selon la nature et les objectifs des acteurs qui s'y réfèrent.

# Géographies

## Chinafrique

### L'ouvrage

*The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*

BRAUTIGAM, D., OXFORD UNIVERSITY PRESS, 2009, 300 p.

Cote ZAS.121

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont été multipliés par dix depuis 2001, pour atteindre 100 milliards de dollars en 2008. La Chine qui a réussi à faire baisser le niveau de pauvreté chez elle, va-t-elle aider l'Afrique à faire de même ? Ce livre tente d'apporter des réponses inédites à cette question. La croissance rapide de la Chine rentabilise les ressources naturelles africaines, mais certains pays d'Afrique s'inquiètent de leurs perspectives de développement que cette croissance pourrait saper. Ils craignent aussi que leur main-d'oeuvre ne s'enferme dans des trappes sous-qualifiées à la suite de la délocalisation sur le continent des industries domestiques chinoises à basse compétence. Surtout, et c'est ce qui fait son principal intérêt, l'ouvrage examine de manière minutieuse les reproches que font les partenaires et concurrents de l'engagement chinois en Afrique.

### Le rapport web

*China's Growth and the Agricultural Exports of Southern Africa*

VILLORIA, N. / HERTEL, T. / NIN-PRATT, A., IFPRI, 2009, 32 p.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00891.pdf>

Les implications de la croissance de la Chine pour les perspectives de développement de l'Afrique subsaharienne sont récemment devenues un sujet d'intérêt en raison de la présence croissante de la Chine dans la région, qui s'exprime notamment par des relations commerciales bilatérales en progression constante. Dans ce contexte, ce rapport cherche à déterminer si la croissance de la Chine a stimulé les exportations agricoles dans certains pays d'Afrique australe tels que le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie, les membres de la SACU et la Zambie. Les auteurs trouvent peu de complémentarités

entre la demande d'importations agricoles de la Chine et l'offre d'exportations agricoles des pays d'Afrique australe. Ils étudient également la possibilité que les exportations agricoles de l'Afrique australe soient affectées de manière positive par la hausse des prix agricoles mondiaux, du fait de la demande croissante de biens alimentaires de la Chine. Bien que ces évolutions aient eu effectivement un impact modéré sur les prix agricoles, ils montrent que les exportations d'Afrique australe ne semblent pas bénéficier de ces hausses de prix.

### L'article

*La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunités pour le développement ?*

HUGON, P., REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE, ARMAND COLIN, 2009, 17 p.

Si les relations entre la Chine et l'Afrique sont anciennes, leur intensification souligne l'émergence d'un monde multipolaire et le déplacement du centre de gravité économique mondial. Ces relations sont essentiellement économiques et fondées sur le principe « win-win » (gagnant-gagnant). Elles reposent sur la spécialisation postcoloniale entre les fournisseurs de matières premières africains et les pourvoyeurs en produits manufacturés ou en services. Les partenariats militaires se sont également développés. La Chine est ainsi porteuse d'opportunités pour le développement du continent. Sa présence n'est toutefois pas exempte de risques à terme, si elle ne parvient pas à entraîner l'économie locale et à être en conformité avec les droits de l'homme, les normes environnementales et sociales, ou la bonne gouvernance.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

#### Les géographes et le développement : discours et actions

BOUQUET, C., PUBLICATIONS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME D'AQUITAINE, 2010

#### Cote E2.287

Comment les géographes se positionnent-ils par rapport à la question du développement ? En confrontant leurs discours sur ce sujet à leurs actions concrètes, cet ouvrage soulève plusieurs questionnements : quels sont les fondements scientifiques et idéologiques de la géographie du développement ? Cette dernière peut-elle avoir une filiation avec la géographie coloniale et la géographie tropicale ? Les auteurs soulignent l'implication, dans les pays du Sud, des géographes dans le mouvement développementaliste, et émettent certaines critiques vis-à-vis des politiques de développement qui y sont menées. Ils s'interrogent sur l'existence d'une géographie de l'alter-développement. La question postcoloniale est aussi abordée, en donnant notamment la parole à plusieurs chercheurs originaires des anciennes colonies.

### Le rapport web

#### Contribution de l'aide publique au développement à l'amélioration de la santé dans les pays en développement

KORACHAIS, C., CERDI, 2010, 256 p.

Disponible sur HAL (archive ouverte pluridisciplinaire)

La réduction de la mortalité des enfants est l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement les plus universellement acceptés. Un des moyens mis en oeuvre pour l'atteindre est l'aide internationale. Or, même si des succès des activités d'aide à la santé sont soulignés au niveau microéconomique, on ne connaît pas l'efficacité de l'aide à la santé d'une manière plus générale. L'objet de cette thèse est précisément d'évaluer l'efficacité de l'aide à améliorer la santé, au niveau macroéconomique. Le premier chapitre passe en revue les déterminants macro-économiques de la bonne

santé, et met en évidence les chemins par lesquels le financement extérieur peut améliorer la santé des populations. Les chapitres 2 et 3 explorent ces canaux et analysent les effets de l'aide étrangère sur la santé, que ce soit directement par des activités axées sur la santé ou indirectement par une amélioration globale de l'activité économique. Enfin, les deux derniers chapitres analysent les effets néfastes de l'instabilité économique sur la santé et sur la réduction de la pauvreté, puis envisagent l'efficacité de l'aide dans ces domaines en présence d'instabilité.

### L'article

#### Le protocole de Kyoto, le clivage Nord-Sud et le défi du développement durable

TSAYEM DEMAZE, M., L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE, CNRS, 2009, 17 p.

Pour lutter contre le réchauffement de la Terre, le protocole de Kyoto a prescrit pour 2008-2012, par rapport à 1990, une réduction d'au moins 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine anthropique. La réduction est exigée dans les pays développés, une dispense étant accordée aux pays en développement et aux pays émergents. Le clivage ainsi entériné signifie que les pays développés doivent se préoccuper du changement climatique pendant que les autres pays se préoccupent de leur développement. Ce clivage est analysé dans cet article à l'aide des données économiques et environnementales les plus récentes. Ainsi, le croisement de l'Indice de Développement Humain (IDH) et de l'Empreinte Ecologique (E.E.) permet d'aborder la double exigence du développement durable pour chaque pays.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

**Les processus actuels de l'urbanisation dakaroise : entre expansion et complexité de la gestion foncière et urbaine**

SANE, Y., THESE DE DOCTORAT DE GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT ET URBANISATION, UNIVERSITE BORDEAUX 3, 2009, 371 p.

### Cote U2.180

La région urbaine de Dakar compte aujourd'hui près de 3 millions d'habitants. L'importance de sa population soulève de nombreuses interrogations. Une bonne partie des quartiers de la capitale s'est développée dans l'anarchie, sans respect des normes d'établissement ou urbanistique. Les difficultés pour trouver un logement sont au centre des politiques urbaines depuis quatre décennies. Dans ce cadre, le foncier est élément incontournable dans la mesure où c'est sa mauvaise gestion qui entretient tous les autres problèmes sous-jacents. L'irrégularité de certains quartiers de la périphérie en particulier (dans le département de Pikine) est avant tout due à la non mobilisation du foncier pour les franges les plus pauvres de la population. Tout le monde (populations et pouvoirs publics) s'accorde pour dire que les espaces urbanisés ne peuvent plus se développer sans contrôle et sans orientation. La maîtrise de l'urbanisation interpelle les preneurs de décision, les urbanistes et les planificateurs. Plusieurs solutions sont préconisées pour faire en sorte que la ville s'accroisse dans de meilleures conditions.

## Le rapport web

**Comment gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement ?**

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT, novembre 2009

[http://www1.montpellier.inra.fr/bartoli/moisa/bartoli/download/mois\\_a2009\\_pdf/WP\\_4\\_2009.pdf](http://www1.montpellier.inra.fr/bartoli/moisa/bartoli/download/mois_a2009_pdf/WP_4_2009.pdf)

La crise alimentaire de 2007-2008 et les émeutes urbaines qu'elle a engendrées dans une quarantaine de PED ont conduit à mettre la question de l'instabilité des prix alimentaires au cœur des débats. L'article rap-

pelle que, depuis les années 80, l'idée domine que la meilleure option consiste à gérer les risques sans « toucher aux prix » grâce à des instruments privés (assurance récolte, marchés à terme...) complétés par des filets de sécurité pour les populations vulnérables. Cependant, cette stratégie a mal supporté l'épreuve des faits : le développement des instruments privés de gestion des risques ne s'est pas produit et les filets de sécurité ne sont pas parvenus à enrayer la dégradation de la situation nutritionnelle des ménages vulnérables. L'article montre que les arguments à l'encontre de la stabilisation des prix ne tiennent pas si on prend en compte la diversité des causes de l'instabilité des prix. Il propose en outre une typologie des causes de l'instabilité. Enfin, l'article montre que la performance des stratégies et instruments de stabilisation des prix dépend de manière cruciale des causes de l'instabilité. Il présente les politiques de stabilisation adaptée à chacune des causes d'instabilité.

## L'article

**Intégration financière, attractivité et prise de risque dans les banques de pays émergents**

BOURGAIN, A., MONDES EN DEVELOPPEMENT 1/2010 (n° 149), p. 69-76.

Cet article a pour objet d'analyser le comportement de prise de risque par les banques d'économies émergentes, dans le cadre d'une concurrence bancaire internationale pour l'attrait des dépôts. La relation entre la transparence financière et la prise de risque excessive apparaît non univoque car elle dépend de l'intensité de la concurrence internationale. Par ailleurs, un système d'assurance des dépôts a tendance à accroître la prise de risque par les banques, seulement si la transparence envers le comportement prudentiel des banques est suffisamment élevée, dans un contexte de forte mobilité des capitaux.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Ressources en eau
- GÉOGRAPHIE: Égypte

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Dov ZERAH

**Responsable de la rédaction :** Philippe CABIN

**Coordination :** Cedric JOSEPH-JULIEN

**Réalisation :** Cedric JOSEPH-JULIEN, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

**Graphisme :** Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43